



## Le 93 maintient la pression : le 28 mai, la ministre doit nous répondre !

Aujourd'hui, mardi 14 mai, la mobilisation pour un plan d'urgence pour l'école publique dans le 93 s'est poursuivie avec des grévistes dans tout le département (des écoles étaient fermées, des établissements en grève majoritaire) et 700 personnes en manifestation du Louvre vers le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.

À l'issue de l'assemblée générale éducation 93, l'intersyndicale appelle :

- **à rejoindre le rassemblement intersyndical de soutien aux 6 de Pasteur** devant le tribunal administratif de Montreuil mardi 21 mai à 9h pour soutenir leur recours contre les mutations forcées qu'ils ont subies l'année dernière ;
- **à participer à un contre-webinaire** (stratégie et outils de lutte) pour un choc des moyens, en réponse à celui organisé par le rectorat de Créteil, contre la mise en place du « choc des savoirs », jeudi 23 mai 2024 à 16h ;
- **à manifester samedi 25 mai** à Paris dans le cadre de la mobilisation nationale pour défendre l'école publique, contre le « choc des savoirs » (départ : Sorbonne, 13h) ;
- **à faire grève et à se rassembler au ministère de l'Éducation nationale mardi 28 mai à 10h30**, au moment où l'intersyndicale 93 pour un plan d'urgence pour l'éducation sera reçue avec les organisations nationales par la ministre Nicole Belloubet ;
- **organiser des assemblées générales d'établissements et de villes pour mettre en échec le « choc des savoirs »** par tous les moyens nécessaires (notamment le boycott des évaluations nationales standardisées du CP à la seconde, outil de tri social et de mise au pas des pratiques enseignantes) et mettre en débat les suites de la mobilisation (grève de la surveillance et de la correction des examens, validation du DNB pour tou·tes les élèves, rétention de notes, grève de la rentrée en septembre 2024...) qui seront décidées lors de l'assemblée générale éducation 93 qui se réunira à l'issue de l'audience ministérielle.

# Tou·tes en grève le 28 mai !

Rendez-vous au ministère  
pour gagner des moyens pour le 93 !

## Motion adoptée par l'Assemblée générale éducation 93 du 14 mai 2024

Il y a quelques semaines, le RN et LR ont déposé des projets de loi respectivement à l'Assemblée Nationale et au Sénat. Ces projets de loi visent directement nos élèves en demandant l'interdiction des transitions médicales et sociales pour les mineur.e.s. Or, ces transitions sont nécessaires pour celles et ceux qui les demandent et relèvent d'une question de survie pour eux.

Par ailleurs, les préconisations du rapport LR au Sénat entendent réaffirmer le devoir de « neutralité » de l'Éducation nationale en interdisant de genrer correctement les élèves, en interdisant les associations et les manuels scolaires qui ne respecteraient pas la « *neutralité [...] concernant l'identité sexuelle* ». Ce texte entend en réalité remettre en cause l'éducation au genre et à la sexualité dans nos établissements mais aussi nous demander de tenir une posture homophobe et transphobe envers nos élèves sous couvert de neutralité, ouvrant la porte de nos établissements à l'extrême-droite qui cherche à imposer ses idées nauséabondes via le secteur de l'éducation.

Nous refusons ce projet de loi qui vise non seulement les élèves trans mais également le personnel de l'éducation trans ou LGBT ou tous·tes celles et ceux qui portent ces politiques progressistes au sein de l'éducation nationale comme cela est déjà le cas aux Etats-Unis avec la loi Don't Say Gay.

Dès la sortie de ce projet de loi, de nombreux travailleur·ses de l'éducation se sont réuni·es en AG de queer education pour discuter de la réponse à organiser sur nos lieux de travail. Le 5 mai, alors que plus de 25000 personnes se rassemblaient dans 50 villes en France et en Belgique, nombre d'entre elleux étaient présent·es pour réaffirmer leur opposition à ces idées réactionnaires notamment à Paris avec une banderole « islamophobie, transphobie, de cette éducation-là, on en veut pas ! »

Alors que ce vendredi 17 mai marque la journée internationale de lutte contre la transphobie et l'homophobie, nous appelons l'ensemble des travailleur·ses de l'éducation ainsi que les parents et élèves mobilisés à se saisir des initiatives qui auront lieu ce jour partout en France.

Des associations de défense des droits LGBT, collectifs, partis et syndicats appellent à la mobilisation les 25 et 26 mai, week-end précédant le passage du texte à l'Assemblée Nationale. Dans un contexte d'attaques contre l'école et la jeunesse qui voudrait réaffirmer une certaine idée de la parentalité digne de la Manif pour tous et parce que nous sommes mobilisés depuis 2 mois pour affirmer le droit de tous les élèves à une école pour tous·tes, nous revendiquons une école dans laquelle les élèves peuvent décider de leur genre, de s'appeler comme ils le veulent, de s'habiller comme ils le veulent, sans l'aval de qui que ce soit en tant que personnels de l'éducation nous défendrons une éducation de l'émancipation à rebours des politiques autoritaires et réactionnaires qui veulent embrigader la jeunesse et appelons à nous mobiliser le 25 mai en tant que personnels de l'EN ainsi qu'à participer aux événements militants pour les personnes trans du 26 mai à Paris. Nous affirmons par ailleurs notre soutien au mouvement de " RIPOSTE TRANS" ainsi qu'aux futures initiatives qu'elle pourrait mener et appelons à ce que l'ensemble des travailleur·ses de l'éducation, parents et élèves le rejoigne.